



**PRÉFET  
DE LA CORRÈZE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Nouvelle-Aquitaine**

Unité inter-départementale de la Corrèze, de la  
Creuse et de la Haute-Vienne  
Site de Brive  
19 rue Daniel de Cosnac – CS40142  
19104 Brive-la-Gaillarde Cedex

Brive-la-Gaillarde, le 12 novembre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 20/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **STE DES EAUX DE L'AGGLOMÉRATION DU BASSIN DE BRIVE Saint-Germain**

Usine de production d'eau potable de Saint-Germain  
21 Rue Jean Filliol  
19 100 BRIVE-LA-GAILLARDE

**Références : 2025-11-12 UiD192025-0115r georisques**

Code AIOT : 0100300470

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/10/2025 dans l'établissement STE DES EAUX DE L'AGGLOMERATION DU BASSIN DE BRIVE Saint Germain implanté RUE JEAN FILLIOL 19100 Brive-la-Gaillarde. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Suite à une visite effectuée le 28/08/2025, l'organisme en charge du contrôle périodique de l'installation soumise à déclaration au titre de la réglementation ICPE (rubrique : 4710.2) a informé l'Inspection des installations classées, conformément à l'article R512-59-1 du Code de l'Environnement, de l'existence de non-conformités majeures (NCM) et de la persistance de non-conformités majeures à l'issue du contrôle complémentaire.

Outre le Code de l'Environnement, le présent rapport renvoie principalement au référentiel réglementaire suivant : Arrêté ministériel du 17 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4710.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- STE DES EAUX DE L'AGGLOMERATION DU BASSIN DE BRIVE Saint Germain
- RUE JEAN FILLIOL 19100 Brive-la-Gaillarde
- Code AIOT : 0100300470
- Régime : Déclaration avec contrôle

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'installation contrôlée est une usine de production d'eau potable, qui stocke et emploie 10 bouteilles d'une capacité unitaire de 49 kg de chlore dans un seul local technique.

L'installation de production d'eau potable du lieu-dit de Saint-Germain a été initialement déclarée le 18/10/2019 avec une quantité totale de chlore dans l'installation de 490 kg. L'installation est donc considérée comme nouvelle au sens de l'arrêté ministériel susvisé.

L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du Code de l'environnement.

### **Thèmes de l'inspection :**

- Suite contrôle périodique avec persistance NCM
- Récolement à l'arrêté ministériel du 17 décembre 2008 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4710

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, Annexe I - article 2.7	Demande de justificatif à l'exploitant	7 jours
6	Résistance au feu	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, Annexe I - article 2.4.2	Mise en demeure, respect de prescription	12 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, Annexe I - article 1.4	Sans objet
3	Etat des stocks de produits dangereux	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, Annexe I - article 3.5	Sans objet
4	Consignes d'exploitation	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, Annexe I - article 3.7	Sans objet
5	Stockage	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, Annexe I - article 4.9	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Globalement le site apparaît comme propre et bien tenu par l'exploitant.

Au jour de la visite, l'exploitant a levé les non-conformités majeures (NCM) et les autres non-conformités (ANC) qui étaient dans son champ d'action. La collectivité (agglomération de Brive) a été sollicitée pour lever la non-conformité majeure relative à la porte coupe feu.

La collectivité, présente lors de la visite, a indiqué avoir commencé à réfléchir aux options possibles, toutefois aucun devis n'est disponible à date. À ce titre et au vu du fait que cette non-conformité est présente depuis la mise en service, l'Inspection propose une mise en demeure de réaliser les travaux de mise en conformité de l'installation.

Des éléments justificatifs relatifs au contrôle périodique des installations électriques sont également attendus.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Dossier installation classée**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, Annexe I - article 1.4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>• le dossier de déclaration ;</li><li>• les plans tenus à jour ;</li><li>• la preuve de dépôt de la déclaration et les prescriptions générales ;</li><li>• les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, lorsqu'ils existent ;</li><li>• les résultats des dernières mesures sur les effluents et le bruit ;</li><li>• les rapports des visites et contrôles prévus à la présente annexe ;</li><li>• les documents prévus au titre des points suivants de la présente annexe ;</li><li>• le dossier rassemblant des éléments relatifs au risque (notamment les caractéristiques physiques, chimiques et toxicologiques du chlore employé ou stocké, incompatibilités entre les produits et matériaux utilisés dans l'installation) tel que prévu au point 3.3. L'ensemble de ces documents est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme chargé du contrôle périodique.</li></ul>
<b>Constats :</b>  Le site a été déclaré initialement le 18/10/2019. L'exploitant indique qu'il n'y a pas eu de modification des installations depuis la déclaration de 2019.  Le site est certifié ISO14001 (certification nationale).  Le dossier ICPE, visé par la prescription ci-dessus, est disponible sur un sharepoint en ligne. L'Inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait qu'en cas d'indisponibilité technique (absence de réseau internet, accès au poste informatique verrouillé par exemple), ces éléments ne sont plus accessibles. <b>L'Inspection invite donc l'exploitant à disposer d'un classeur ICPE Chlore tel qu'il existe sur le site de PIGEON BLANC.</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Installations électriques**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, Annexe I - article 2.7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées, en tenant compte du risque de corrosion dû à la présence éventuelle de chlore.  Les gainages électriques et les tuyauteries ne doivent pas être une cause possible d'inflammation ou de propagation de fuite et sont convenablement protégés contre les chocs, contre la propagation des flammes et contre l'action des produits présents dans la partie de l'installation en cause.
<b>Constats :</b>  Le rapport de vérification électrique APAVE N°13286424-001-1 du 16/02/2024 pour une

<p>intervention du 23/08/2023 au 24/08/2023 a été transmis à la suite de l'Inspection.</p> <p>Ce rapport fait apparaître 7 observations dont aucune n'est récurrente. À noter également que le périmètre d'intervention n'est pas complet : inaccessibilité de certains appareils d'éclairage supérieurs à 4 mètres, manquement de pièce du dossier techniques et absence d'examen hors tension des cellules HT.</p> <p>L'exploitant a indiqué que les visites de contrôles périodiques électriques étaient réalisées sur la même période pour les 3 sites de productions inspecté ce jour et que la dernière visite avait eu lieu le 01/10/2025 (information indiquée dans le registre de sécurité du site de Pigeon Blanc). Or, les rapports de contrôles précédents pour ces 3 sites ne démontrent pas de cette logique puisqu'ils n'ont pas été réalisés sur les mêmes périodes : intervention du 23/08/2023 au 24/08/2023 pour le présent site, intervention du 25/07/2024 au 26/07/2024 pour Pigeon Blanc et intervention du 24/09/2024 au 24/09/2024 pour Agudour.</p> <p><b>L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur le fait que les vérifications périodiques des installations électriques doivent être réalisées annuellement et que cette vérification doit être réalisée sur un périmètre complet.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p><b>L'exploitant doit préciser sous 7 jours à l'Inspection les dates des 2 derniers contrôles des installations électriques et transmettre, notamment à réception, les rapports de contrôle périodique correspondants à l'Inspection.</b></p> <p><b>Si des observations sont relevées dans le dernier rapport de contrôle périodique, l'exploitant transmet également un plan d'action assurant la levée de ces observations.</b></p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 7 jours</p>

### N° 3 : État des stocks de produits dangereux

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, Annexe I - article 3.5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, État des stocks de produits dangereux</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>La présence de matières dangereuses ou combustibles dans les ateliers est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport APAVE de contrôle périodique n°135146652-001-1 du 28/08/2025, venant compléter le rapport n°134395072-001-1 fait apparaître une autre non-conformité constatée (ANC) relative au plan : « Le plan renseignant les zones de danger ne prend pas en compte les caractéristiques qualitatives des matières mises en œuvre ».</p> <p>Au jour de la visite, l'Inspection a constaté que les plans sont correctement complétés et affichés. Les zones de dangers sont bien identifiées et localisées.</p> <p>L'état des stocks est suivi manuellement par l'exploitant, les bons de livraison sont également conservés. Le suivi au 17/10/2025 fait apparaître 8 bouteilles pleines et 2 bouteilles vides. Il a été</p>

constaté sur site par l'Inspection 8 bouteilles pleines (dont 4 en cours d'utilisation) et 2 bouteilles vides. Toutes les bouteilles ont une capacité de 49 kg.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Consignes d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, Annexe I - article 3,7
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consignes d'exploitation
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les opérations comportant des manipulations dangereuses et la conduite des installations (notamment en fonctionnement normal, pendant les phases de démarrage, d'arrêt et d'entretien) font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Toute manipulation sur les récipients est réalisée par des opérateurs nommément désignés par l'exploitant et systématiquement équipés de dispositifs de protection respiratoire. Ces consignes prévoient notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• les modes opératoires ;</li> <li>• la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ;</li> <li>• les instructions de maintenance et de nettoyage ;</li> <li>• le maintien, dans le local, de la quantité de chlore nécessaire au fonctionnement de l'installation ;</li> <li>• [...]</li> <li>• les conditions de conservation et de stockage des produits ;</li> <li>• la fréquence de contrôle de l'étanchéité et des fixations des réservoirs. Avant le début de toute intervention sur les récipients de chlore, l'opérateur nommément désigné par l'exploitant contrôle : <ul style="list-style-type: none"> <li>• la présence et l'opérabilité des appareils de protection respiratoire spécifique au chlore ;</li> <li>• la disponibilité de moyens de communication et d'alerte des services de secours.</li> </ul> </li> </ul> <p>L'absence de fuite de chlore est vérifiée après toute intervention sur les récipients de chlore et à la suite de l'ouverture des robinets de ces récipients de chlore ou de leur remise en service. [...]</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport APAVE de contrôle périodique n°135146652-001-1 du 28/08/2025, venant compléter le rapport n°134395072-001-1 fait apparaître une autre non-conformité constatée (ANC) relative aux consignes : « Les consignes de sécurité sont à compléter ».</p> <p>L'exploitant indique que les consignes sont disponibles sur le sharepoint, dans la même logique que celle mentionnée au constat 1, <b>ces consignes pourraient être intégrées dans un classeur ICPE.</b></p> <p>Sur site, il a été constaté les affichages des mentions de risques, les consignes d'intervention, la FDS simplifiée ainsi que les informations relatives à la sécurité sur les locaux de stockage et d'utilisation.</p> <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 5 : Stockage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, Annexe I - article 4.9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le local est uniquement destiné au stockage du chlore.</p> <p>Les récipients sont équipés en permanence d'un chapeau dont la résistance au choc est conforme</p>

<p>aux normes en vigueur et d'un bouchon de protection vissé sur le raccord de sortie, équipé d'un joint d'étanchéité.</p> <p>« La capacité unitaire de chlore des récipients est inférieure à 60 kg.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport APAVE de contrôle périodique n°135146652-001-1 du 28/08/2025, venant compléter le rapport n°134395072-001-1 faisait apparaître une non-conformité majeure (NCM) relative à une communication entre le local technique et le local de stockage relevée lors de la visite du 21/08/2024. Cette non-conformité a été levée suite au contrôle complémentaire du 28/08/2025.</p> <p>Sur site, il a été constaté la présence de place venant obstruer les communications entre les deux locaux.</p> <p>Ont également été constatés la présence les bonnes conditions de stockages et d'utilisation des bouteilles :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les bouteilles pleines et vides sont stockées verticalement, robinets vers le haut, avec les chapeaux de protection, sur des emplacements de stockage dédiés et fermés à clé. Les bouteilles sont chaînées au mur pour éviter leur bascule.</li> <li>• Les bouteilles en cours d'utilisation sont stockées verticalement, dans un local technique dédié, fermé à clé. Les bouteilles sont chaînées au mur pour éviter leur bascule, les chloromètres sont fixés directement aux bouteilles.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 6 : Résistance au feu

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 17/12/2008, Annexe I - article 2.4.2</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Résistance au feu</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les locaux techniques dans lesquels le chlore est stocké ou employé présentent les caractéristiques de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• murs extérieurs et murs séparatifs : REI 60 ;</li> <li>• planchers : REI 60 ;</li> <li>• portes et fermetures : EI 60.</li> </ul> <p>Lors de l'utilisation d'une armoire technique, la paroi séparant l'armoire d'autres bâtiments est de caractéristiques de résistance au feu REI 60.</p> <p>Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme chargé du contrôle périodique.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport APAVE de contrôle périodique n°135146652-001-1 du 28/08/2025, venant compléter le rapport n°134395072-001-1 fait apparaître une non-conformité majeure (NCM) relative à la résistance au feu : « Les portes à deux vantaux des locaux d'emploi et de stockage sont coupe-feu ½ heure » relevée lors de la visite du 21/08/2024. Cette non-conformité n'a pas été levée suite au contrôle complémentaire du 28/08/2025. L'APAVE a donc signalé à l'Inspection des installations classées le maintien de cette non-conformité.</p> <p>Au jour de la visite, la porte coupe-feu EI30 a été constatée par l'Inspection (vu affichage sur la porte).</p> <p>L'exploitant précise que les travaux nécessaires doivent être réalisés par la collectivité, propriétaire</p>

des installations. Cette dernière indique être en cours d'étude pour remédier à cette non-conformité et étudier plusieurs hypothèses (changement de porte (avec ou sans nécessité de reprendre les dormant), ajout d'un revêtement, ajout de plaque protectrice à l'intérieur) sans qu'aucun devis ne soit disponible à ce stade.

L'Inspection précise que, quelle que soit la méthode retenue, un justificatif de résistance au feu EI 60 devra être produit.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant doit se mettre en conformité avec la prescription sus-visée et justifier de la mise en place d'une porte coupe feu de degré EI 60.**

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription

**Proposition de délais :** 12 mois